

Notes de lecture sur le livre de Klaus Kinzler

Juin (La Nef)



L'ISLAMO-GAUCHISME NE M'A PAS TUÉ **KLAUS KINZLER**

Éditions du Rocher, 2022, 342 pages, 19,90 €

Les ennuis de l'auteur, professeur de langue et de civilisation allemande, commencent à l'automne 2020 lorsqu'une Semaine de l'égalité ayant pour thème « Racisme, islamophobie, antisémitisme » est annoncée à l'Institut d'Études politiques (IEP) de Grenoble où il enseigne. Cette initiative, inspirée par l'assassinat de Samuel Paty près de son lycée à Conflans-Sainte-Honorine après qu'il eût promu durant son cours la liberté d'expression en utilisant des caricatures de Mahomet, devait permettre de réfléchir à diverses formes de discriminations. Or, Klaus Kinzler refuse l'équivalence des trois termes et le fait sa-

voir, arguant que le concept d'islamophobie n'équivaut pas à un racisme antimusulman, qu'il ne vise pas des personnes mais le contenu d'une religion ou d'une idéologie et qu'il doit donc pouvoir être examiné en recourant à la critique scientifique associée au principe de la liberté d'expression.

Cible d'une campagne de diffamation menée par des étudiants soutenus par une partie du corps enseignant, le professeur doit aussi affronter la lâcheté de sa direction, l'enquête gouvernementale et l'emballement médiatique, au point que cette affaire prend une ampleur nationale. Le récit de cette mésaventure offre à Kinzler l'occasion d'apporter un éclairage hallucinant sur l'ambiance vécue à l'intérieur du système universitaire, miné par les dérives idéologiques (écriture inclusive, absence de débat et d'humour) mais aussi de mettre en valeur la sincérité et le courage de certains acteurs concernés par cette triste affaire. Permettra-t-il à l'Université de retrouver sa vocation ?

Annie Laurent ■

ET AUSSI...

▷ "FUNAMBULES, LE DISCOURS POLITIQUE DÉCRYPTÉ"

Le rôle des médias, de Twitter, l'art du coup de gueule, le pouvoir de l'audience et celui du "remplissage" permanent, le poids de l'émotion, la scénarisation, le rapport à la vérité, le "story-telling": autant de thèmes, et d'autres encore, qu'aborde Charlotte Euzen, spécialiste de la communication politique, de manière très didactique, en illustrant ses démonstrations par des exemples concrets mettant en scène les pratiques de tel ou telle homme ou femme politique, ou de tel ou telle journaliste. Une lecture foisonnante à voir, comme son titre le dit, comme un véritable "décryptage". ▶ Par Charlotte Euzen, aux éditions du Rocher, 152 pages, 14,90 euros.

▷ "L'ISLAMO-GAUCHISME NE M'A PAS TUÉ"

Klaus Kinzler, l'enseignant grenoblois sur qui se sont déchaînées les foudres de la société "woke" parce qu'il a voulu mettre en perspective l'islamophobie, donne son point de vue et s'explique, un an après les faits qui ont failli le tuer. Un livre coup de poing et un plaidoyer vibrant pour la liberté d'expression. ▶ Par Klaus Kinzler, aux éditions du rocher, 342 pages, 19,90 euros.

▷ "COMMENT L'ÉTAT S'ATTAQUE À NOS LIBERTÉS"

De la "guerre" contre le Covid aux états d'urgence liés au terrorisme, "nous avons progressivement renoncé à nos libertés fondamentales", argumentent les auteurs de ce livre. Comment en est-on arrivé là ? Cela nous apporte-t-il la sécurité ? Les contre-pouvoirs sont-ils suffisants ? Autant de questions que prend en compte cet ouvrage, qui milite pour un changement de cap, car la surveillance, allèguent-ils, mène à la punition, que nous soyons ou non des "coupables", au point que "nous sommes tous concernés par l'extension de la répression". ▶ Par Anne-Sophie Simpère et Pierre Januel, chez Plon, 280 pages, 19 euros.



Klaus Kinzler

L'ISLAMO-GAUCHISME
ne m'a pas tué

Un enseignant défend
la liberté d'expression

Adrien

Anne-Sophie Simpère
et Pierre Januel

COMMENT
L'ÉTAT
S'ATTAQUE
À NOS LIBERTÉS



18 mars (Contrepoints, journal libéral de tradition aronienne)

https://www.contrepoints.org/2022/03/18/423550-quand-des-minorites-font-regner-leur-loi-par-la-terreur?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=quand-des-minorites-font-regner-leur-loi-par-la-terreur

- **LECTURE**

Quand des minorités font régner leur loi par la terreur

Johan Rivalland

Le livre de Klaus Kinzler, L'islamo-gauchisme ne m'a pas tué, montre comment les minorités font régner la terreur dans les universités en France.

Publié le 18 mars 2022

Klaus Kinzler est cet enseignant de civilisation allemande à Sciences Po Grenoble qui, rappelez-vous, a été victime il y a un peu plus d'un an d'[un véritable déferlement de haine](#) de la part d'une minorité d'extrémistes adeptes des thèses raciales et de la *cancel* culture. Jusqu'à être mis à pied par la direction, étant accusé d'avoir tenu des « propos diffamatoires ». Et avoir subi des menaces de mort.

Loin de se laisser faire, ce professeur a choisi d'exprimer sa révolte et son indignation, à travers un livre dans lequel il livre sa vérité. Un livre destiné aussi, au-delà de son cas personnel, à venir en défense [d'une liberté d'expression devenue de plus en plus menacée](#). Car ce que le livre Klaus Kinzler dans cet ouvrage dépasse largement l'entendement, ainsi qu'il a l'occasion de l'exprimer par exemple dans cet excellent entretien :

Accusé de fascisme et d'islamophobie

Klaus Kinzler parle de « Tribunal révolutionnaire », tant la comparaison avec ce qu'il pouvait se passer de plus ignoble [sous la Révolution](#) française semble ici à propos. Car voici ce qu'il a trouvé inscrit sur des affiches placardées sur les murs de l'IEP de Grenoble le 4 mars 2021 :

*Au nom du peuple woke : Klaus Kinzler et Vincent T. se sont rendus coupables
d'islamophobie. Ce sont des fascistes.*

Ils seront bannis de l'Institut.

Cette désignation publique à la vindicte provient de ce qu'il qualifie de « [police de la pensée](#) ». Assemblage hétéroclite d'islamistes, de quelques intellectuels douteux et de militants de plus en plus nombreux sans légitimité légale ou démocratique faisant régner leur terreur en de plus en plus d'endroits, en particulier dans les écoles ou universités.

Le problème étant, comme il le développe ensuite, que la décision prise par la direction de l'IEP Grenoble à la suite de ces accusations consiste à s'accommoder d'une injustice au nom du sacro-saint « *ne pas faire de vagues* », trop souvent en vigueur lorsqu'il s'agit de tenter de trouver une issue à un désordre. Plier l'échine plutôt que de risquer les troubles et l'atteinte à l'image.

L'idée d'islamophobie en question

Mais revenons au point de départ : Klaus Kinzler explique comment, par un concours de circonstances, il décide inopinément et par curiosité de s'inscrire pour participer à la « Journée de l'Égalité » organisée à l'IEP, dont le thème l'interpelle : « Racisme, islamophobie, antisémitisme ». Tandis que les deux autres concepts sont universellement admis, dans un mail qu'il adresse à l'ensemble des participants, il émet des réserves sur l'emploi du terme « [islamophobie](#) », dont le sens est – lui semble-t-il – non seulement ambigu et trompeur, mais également controversé et à forte dimension politique.

L'exprimer lui vaut aussitôt des ennuis. Non seulement il se trouve exclu de fait du groupe, sans qu'on le lui signifie directement, mais aucun débat n'a lieu. Si ce n'est une réponse d'une de ses collègues professeur d'histoire, qui dément – de manière qu'il perçoit hostile et condescendante – toute ambiguïté au sujet de cette notion qui aurait un caractère scientifique.

Percevant le caractère militant de l'événement, et surpris de se trouver ainsi exclu de fait, il tente néanmoins d'argumenter, pensant malgré tout renoncer. Mais des échanges de mails avec cet autre professeur (qui ira plus tard chercher le soutien de toutes les instances type « déléguée à l'égalité et à la lutte contre les discriminations », défenseur des droits, CGT et autres), qu'il nous retranscrit, vont changer la donne. L'engagement et la partialité dont lui semble faire preuve celle-ci lui semble peu compatible avec l'esprit critique et la curiosité intellectuelle qu'il aimerait susciter chez les étudiants inscrits. Mais de débat il n'y a pas. Et le voilà réduit à exprimer son point de vue de manière univoque par mail.

Car le problème, note-t-il, ainsi que l'argumente à son tour le collègue Vincent Tournier qui lui vient en soutien, est que ce concept d'islamophobie n'est pas neutre lorsque l'on sait que [le journal Charlie Hebdo](#) était accusé justement d'islamophobie et que [le professeur Samuel Paty](#) était affublé du même vocable avant d'être sauvagement assassiné de la manière particulièrement horrible que l'on sait. Le blasphème ou encore la laïcité se trouvent eux aussi accusés d'être islamophobes, comme le sont aussi [bien d'autres personnes](#) devenues connues malgré elles. Dès lors, ainsi qu'ont pu le montrer parmi d'autres [Sonia Mabrouk](#) ou [Eugénie Bastié](#) dans leur dernier ouvrage respectif, ce sont notre civilisation et nos libertés qui se trouvent menacées. Le professeur de civilisation allemande est donc fondé à alerter sur le danger d'utiliser ce terme fortement connoté. Ce qui demeure sa seule préoccupation d'alors.

En finir avec la destructrice victimisation

Il évoque ensuite les *digital natives*, cette [génération « J'ai le droit »](#) telle que décrite par Barbara Lefebvre dans son ouvrage éponyme, ou encore par Caroline Fourrest dans son *Génération offensée*, qui se caractérise par ses ambiguïtés et la large place laissée à la « police de la pensée », à travers le recours permanent aux réseaux sociaux. C'est à des étudiants de cette génération qu'il s'est ainsi trouvé confronté.

Et tout le problème vient de là, selon lui. Refusant un quelconque débat, le groupe d'étudiants concerné par cette « Journée de l'Égalité » se serait senti « blessé dans son identité » par ses questions désobligeantes. Soutenus par des enseignants adeptes d'une bien connue « bienveillance » qu'il assimile quant à lui plutôt à une forme de « racisme de la compassion » consistant à discriminer. Et c'est là le fond du sujet (notre professeur me fait d'ailleurs penser aux personnages [typiques des romans de Patrice Jean](#), par son naturel et son caractère décomplexé avant d'être confrontés aux affres de l'époque, sauf qu'ici il s'agit bien de la réalité. Et ce qui l'attend, comme il le développe tout au long de l'ouvrage, est une succession de dénonciations, diffamations, injures publiques et délations, de la part de ceux qui refusent que l'on ne pense pas comme eux).

Car au lieu de se plaindre et de se présenter comme victimes, ces jeunes-là devraient, [ainsi que nous le montrait superbement Fatiha Agag-Boudjahlat](#), en finir avec la victimisation et accepter un débat sain et constructif. Au lieu de sombrer dans des délires tels que cet exemple bien connu qu'il donne au sujet de l'introduction des « ethno-mathématiques », introduites dans l'État de l'Oregon, suite à cette incroyable

interrogation d'une activiste du mouvement Black Lives Matter sur la part de « suprématie blanche » que revêtiraient les mathématiques :

L'idée de $2+2=4$ est basée sur la culture. Si nous pensons aujourd'hui que seul ce résultat (4) est bon, c'est en raison de l'impérialisme et [de] la décolonisation de l'Occident.

Résultat : les enseignants de l'Oregon doivent désormais prévoir au moins deux résultats corrects pour chaque tâche. Par exemple $2+2=4$ ou 5 !!!

Assez rigolé, retournons en France. À l'école et à l'université. L'évolution que je décris, si nous ne la stoppons pas, fera d'autres dégâts, et ce, pas seulement pour la formation des jeunes gens, que les nouveaux pédagogues nous disent vouloir protéger. Mais il y aura aussi des conséquences pour l'université dans son ensemble et pour l'une de ses missions essentielles : celle d'être un lieu de débat scientifique. Quand toute opinion susceptible d'offenser ne serait-ce qu'un seul de nos collègues ou étudiants est d'avance déclarée « problématique », on ne dit rien d'autre que cette opinion est mise à l'index. Verboten. Par voie de conséquence, toute personne tentée de défendre une telle opinion à l'intérieur des murs de l'université est déclarée persona non grata.

Il poursuit ensuite en rappelant des exemples similaires d'évocation du racialisme pour appeler au boycott de pièces de théâtre, opéras, salles de concert et de *cancel* culture aux États-Unis, mais aussi en France. Signes que la liberté est bien en danger et qu'il est encore temps de tenter de corriger le tir.

Les dangers à l'Université aujourd'hui

Car les dérives à l'Université aujourd'hui sont nombreuses. Outre ces tendances au *wokisme*, à la montée de la *cancel* culture, à la victimisation, aux mauvais procès, au militantisme néoféministe, on trouve la question de la langue inclusive, que Klaus Kinzler aborde également. Généralisée au sein de l'IEP Grenoble, elle constitue une forme d'endoctrinement et de réduction de la forme de la pensée, montre-t-il à travers des développements, en référence à la *novlangue* imaginée par George Orwell dans 1984. Résultat : elle a plutôt pour effet d'exclure, par les complications monstrueuses qu'elle introduit.

Autre danger : celui de la « militantisantisation » de l'enseignement supérieur, de plus en plus présente au sein des Universités. Cette affaire en est d'ailleurs la preuve car ce qu'il nous rapporte des multiples réactions de professeurs et chercheurs à l'apogée de la crise de l'IEP Grenoble en dit long (il faut lire le livre pour en avoir un aperçu).

Non moins dangereux est le conformisme en général – thème qui nous est cher également et parsème bon nombre de nos chroniques – et le silence, lâche ou apeuré, des majorités silencieuses, dont nous avons par

exemple pu observer à plusieurs reprises [l'incidence lors des révolutions sanglantes](#), qui préfèrent se plier ou ne pas réagir plutôt que de prendre parti. Klaus Kinzler montre à quel point cela a pesé dans son affaire, combien il s'en est trouvé isolé, mais aussi comment cela constitue une triste réalité quotidienne.

Sans oublier, entre autres exemples, l'organisation devenue rituelle des blocages votés à main levée par une minorité d'activistes à des moments bien choisis et en toute opportunité, imposant à cette majorité silencieuse ce qu'elle subit sans généralement réagir.

Les conséquences potentielles de cette affaire

Finalement, ce qui motive ce professeur dans l'écriture de ce livre, outre l'évocation de son cas personnel et de la rancœur qu'il éprouve, est l'analyse des conséquences qui en découlent. Même si on peut reprocher la longueur de ce livre (une petite centaine de pages aurait suffi à mon avis), qui souffre de répétitions malgré un style alerte et agréable, mélange de dépit, d'humour, d'ironie et de réflexion de qualité, il n'en est pas moins essentiel. Car ce qu'entend démontrer son auteur est qu'à force de laisser courir, de renoncer, d'étouffer, de faire des concessions, on finit par légitimer. Et c'est ainsi que, comme il le développe, on prend le risque d'officialiser, puis de généraliser la notion d'islamophobie, la faisant entrer dans un cadre juridique qui aboutirait à criminaliser tout acte jugé « islamophobe ».

Cela voudrait dire qu'il serait bientôt impossible de critiquer, et plus encore de combattre efficacement, l'idéologie de l'islamisme fondamentaliste, cette forme rétrograde et mortifère de l'islam qui a pris le pouvoir dans le monde islamique il y a quarante ans et qui, depuis, profitant de la manne pétrolière, finance une puissante propagande visant les musulmans aux quatre coins de la Terre.

La bataille médiatique

Ce livre est aussi l'occasion pour l'auteur de nous livrer les coulisses à la fois de la bataille de communication qui a eu lieu en interne à l'IEP Grenoble, mais aussi au sein des médias. Si le consensus chez ces derniers a été, selon lui, rare et assez remarquable (à l'exception de *Mediapart*, dont il nous narre la manière engagée et le parti pris avec lesquels, fidèles à leur réputation, ses journalistes ont traité l'affaire), il n'en reste pas moins qu'en interne il semble y avoir eu une véritable fracture entre générations chez les journalistes de nombreuses parutions, entre des jeunes tendance *woke* et des plus anciens.

Malgré le quasi-consensus des médias et un rapport de l'inspection générale sans concession à l'égard de la direction de l'IEP Grenoble comme du syndicat étudiant très engagé dans cette affaire ou des enseignants-chercheurs très politisés, c'est Klaus Kinzler qui s'est retrouvé en définitive poussé vers la sortie et soumis aux attitudes revanchardes de ses opposants. Qui, quant à eux, s'en sont plus que bien sortis, malgré les recommandations de l'inspection générale.

D'où l'intérêt de ce livre, qui révèle les détails d'un scandale qui doit faire ouvrir les yeux sur les vives menaces auxquelles peut être soumise la liberté d'expression lorsqu'une minorité d'activistes idéologues peu soucieux des libertés profite en toute impunité du silence de la majorité passive pour imposer ses vues en faisant régner sa terreur.

Comme conclut d'ailleurs son collègue Vincent Tournier, maître de conférences à l'IEP de Grenoble et autre victime de cette affaire, dans une courte postface :

« Il ne reste plus qu'à espérer que l'histoire ne s'arrête pas là. Un sursaut peut encore se produire, du moins si l'on veut sauver l'université du désastre qui s'annonce ».

Klaus Kinzler

**L'ISLAMO-
GAUCHISME**
ne m'a pas tué

Un enseignant défend
la liberté d'expression

ROCHER

Klaus Kinzler, [L'islamo-gauchisme ne m'a pas tué](#), Le Rocher, mars 2022, 344 pages.

Johan Rivalland

11 mars (Note de lecture de François Genton, universitaire depuis peu à la retraite)

Klaus Kinzler

**L'ISLAMO-
GAUCHISME**
ne m'a pas tué

Un enseignant défend
la liberté d'expression

ROCHER

Klaus Kinzler, *L'islamogauchisme ne m'a pas tué*. Monaco, éditions du Rocher, 2022, 19.90€, EAN 978-2268106625

« Comment cela a-t-il été possible ? » Traumatés par l'emprise des totalitarismes sur les peuples européens, de nombreux penseurs et artistes se sont posé durant la guerre froide cette simple question. Du drame du Suisse Max Frisch (*Monsieur Bonhomme et les incendiaires*, 1958) à *Rhinocéros* d'Eugène Ionesco, pièce publiée en 1959, en passant par le roman *Uranus* (1948) de Marcel Aymé, toutes ces fictions développent la même thèse. Ce sont les esclaves qui font les maîtres. Sans lâcheté aucune dictature ne peut s'établir. Le livre de Klaus Kinzler illustre de belle façon cette thèse.

L'ignoble brutalité de quelques-uns et une grise et médiocre lâcheté générale permettent l'instauration de la dictature. La tentative d'engager une discussion sur la notion d'islamophobie – il n'y a d'ailleurs pas eu de discussion, et c'est bien le problème – aboutit au bout de quelques mois à la dénonciation publique et nominale de deux enseignants de l'IEP de Grenoble. Leur crime ? Ils ont osé dire que l'islamophobie ne peut être assimilée au racisme et à l'antisémitisme. S'il y a bien eu des racismes institutionnels au XX^e siècle et que l'un d'entre eux, l'antisémitisme, a été exterminateur, rien de tel n'a jamais été systématiquement perpétré contre les musulmans. Cette attaque publique, quelques mois après l'assassinat de Samuel Paty, était une atteinte à la vie de ces défenseurs de la vérité.

Par ailleurs, la loi de 1905 (à laquelle ce livre devrait se référer) permet tout à fait de critiquer les religions dans la sphère publique. Il est donc permis de ne pas aimer telle ou telle religion, de le dire et de donner ses arguments. Notre actualité est d'ailleurs pleine de reproches virulents et hélas fondés contre les Églises chrétiennes, contre l'islam, sans oublier, dans d'autres continents que l'Europe, d'autres religions majoritaires qui maltraitent et massacrent les minorités.

Un livre donc qui dit la souffrance d'un homme courageux, sans doute maladroit parfois. Kinzler a le grand mérite, comme le dit un autre homme courageux dans la postface, de révéler la « situation désastreuse » de son établissement. Une subjectivité, une histoire personnelle qui s'affirment, ce qui n'a rien de condamnable. On attend (en vain ?) un livre de cette trempe pour contester ce qui est avancé ici, documents à l'appui. Ce livre en dit long sur une ambiance qui dépasse le cadre d'un petit établissement de province. Il permet aussi de comprendre un peu pourquoi tant de Français sont disposés, pour des raisons d'ailleurs confuses et contradictoires, à exprimer leurs peurs dans un vote antidémocratique et extrémiste. La réaction tout de même énergique de l'Union européenne à la guerre de Poutine et la contrition gênée des poutinistes centre- et ouest-européens donnent un peu d'espoir.

Autrement dit, une lecture à recommander. Les Bérenger d'aujourd'hui (*Rhinocéros*) s'appellent Kinzler et Tournier.

François GENTON.

Note de l'auteur :

Cette note de lecture, écrite par un universitaire depuis peu à la retraite, a été refusée par le site citoyen auquel elle était destinée. Les raisons avancées pour ce qu'il faut bien appeler une autocensure de site : "l'équilibre" ou, autre argument, "attendre un peu... le sujet étant trop sensible".

Voilà où en est la liberté d'expression au pied des Alpes. Une belle confirmation de l'ambiance que dénonce ce livre. Je publie volontiers cette note. Par souci d'équilibre, l'auteur de cette note s'engage à en produire une autre sur un livre qui entreprendrait de contester ce que j'ai écrit et la documentation sur laquelle je m'appuie.

11 mars (Boulevard Voltaire)

<https://www.bvoltaire.fr/lecture-lislamo-gauchisme-ne-ma-pas-tue-un-enseignant-defend-la-liberte-dexpression-de-klaus-kinzler/>

L'islamo-gauchisme ne m'a pas tué. Un enseignant défend la liberté d'expression, *de Klaus Kinzler*

[Sabine de Villeroché](#) 11 mars 2022 [Education](#) [Livres](#) [Société](#) [Vendredi lecture](#) [IEP Grenoble](#) [islamo-gauchisme](#)

Klaus Kinzler

**L'ISLAMO-
GAUCHISME**
ne m'a pas tué

Un enseignant défend
la liberté d'expression

ROCHER

Retour en France loin des grands conflits géopolitiques du moment avec la publication de [cet ouvrage de Klaus Kinzler](#), ce professeur de langue et civilisation allemande qui, en quelques mois, au gré d'échanges de mails et d'une campagne extraordinairement violente sur les réseaux sociaux, a vu sa tête mise à prix pour « islamophobie » au sein même de l'IEP de Grenoble.

Nous sommes le 4 mars 2021, il y a tout juste un an, jour où étudiants et enseignants découvrent des affiches placardées sur la façade de l'établissement avec ces mots « *Des fachos dans nos amphis, Klaus Kinzler et Vincent Tournier démission, l'islamophobie tue.* » Une campagne relayée par l'[UNEF](#) Grenoble sur Twitter. La suite d'un long calvaire pour Klaus Kinzler et son collègue qui a débuté en novembre lors de la mise en place d'un groupe de travail pour la « semaine de l'égalité édition 2021 » avec une table ronde intitulée « Racisme, antisémitisme et islamophobie ». Pour avoir douté de la pertinence de ce concept d'islamophobie et tenté d'ouvrir un débat avec leurs étudiants, les deux enseignants se trouveront inéluctablement entraînés dans une spirale infernale.

Pour Klaus Kinzler, l'islamophobie (un concept scientifiquement contestable et non juridiquement défini) est une arme de propagande pour extrémistes islamiques. Il le dit et l'écrit. Et provoque dénonciations, plainte d'une de ses collègues, abandon de sa direction, déchaînement d'une minorité d'étudiants et campagne de haine sur les réseaux sociaux. De nos jours, « *ce n'est pas l'islamophobie qui tue mais l'accusation d'islamophobie* ». Chacun le sait désormais dans cette France de Samuel Paty et de *Charlie Hebdo*. Des affaires suffisamment récentes pour que les autorités prennent l'affaire de l'IEP de Grenoble très au sérieux : quatre mois durant, Klaus Kinzler sera placé sous protection policière nuit et jour.

Difficile, alors, de comprendre l'attitude de la direction de l'IEP, son silence et son manque de soutien pour l'enseignant, sans les explications de Klaus Kinzler qui décrit ce climat de terreur installé par une minorité d'étudiants avec la complicité d'enseignants acquis à la cause. Et l'affaire « *#sciences porc* » qui éclate au même moment n'arrange rien : les révélations d'une étudiante toulousaine victime de [violences](#) sexuelles et qui accuse le corps enseignant d'indifférence achèvent de tétaniser toutes les directions de tous les instituts de sciences politiques de France.

Une prise de pouvoir sidérante par une génération dite « *offensée* » adepte du « *je bloque donc je suis* » à « *un rythme insupportable* » à l'IEP de Science Po Grenoble comme ailleurs. Peu importent les causes, certaines ne la concernent même pas (réformes des retraites ou précarité des personnels infirmiers, par exemple). Mais son terrain de prédilection demeure le wokisme, tout problème lié à la [justice](#) sociale et à l'égalité raciale : écriture inclusive (adoptée par l'administration de l'IEP de Grenoble, abandonnée depuis), féminisme et genre, décolonialisme et, bien sûr, islamophobie. Et parce qu'elle est « *hyper sensible* », cette jeunesse qui vit dans « *une ère douillette* » (selon l'expression de l'écrivain Frédéric Beigbeder) ne supporte pas la contradiction à ses « propres valeurs ». Au risque de la fin programmée de l'université, lieu de débat par excellence...

À la faveur, sans doute, de l'ultra médiatisation de l'affaire IEP Grenoble, Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, et Jean-[Michel](#) Blanquer ont paru, un temps, prendre conscience de cet « *islamo-gauchisme qui gangrène l'université et la société dans son ensemble* ». Au point de commander une enquête interne IEP Grenoble.

Objectif atteint pour Klaus Kinzler qui espère qu'avec son livre, « *peut-être commençons-nous lentement mais sûrement à réaliser que les clowns qui nous terrorisent avec leur jargon à dormir debout songent sérieusement à remplacer nos libertés par une tyrannie* » ? Rien n'est moins sûr.

Car depuis, les étudiants poursuivis pas la commission de discipline ont été relaxés sans que la direction de l'établissement ait songé à faire appel. Les individus responsables du collage d'affiches ne sont, à ce jour, pas identifiés. Klaus Kinzler lui, est toujours interdit d'enseignement, sous le coup d'une suspension hiérarchique pour « propos diffamatoires ».

Quant à la ministre Frédérique Vidal, citée par Vincent Tournier, elle s'est expliquée à la télévision : « *La polémique sur l'islamo-gauchisme qu'elle a elle-même lancée juste avant l'affaire des collages est désormais close.* » Dans le *JDD*, cette semaine, la directrice de l'IEP brise le silence pour dire que « *plusieurs facteurs ont joué. Le premier, c'est la pandémie, qui nous a obligés, comme tout le monde, à travailler à distance.* » Autant dire qu'on n'est pas sorti de l'auberge...



N°17 - mercredi 09 mars 2022

TOUS FRANC-TIREUR

TOUS FRANC-TIREUR

FRANC-TIREUR

L'art du boycott

Soyons cyber-vigilants !

La vérité sur Télé-Poutine

Inestimable démocratie

La revanche du monde d'hier

Censurer le censeur

MÉLENCHON EN PLEINE DÉRIVE

SUR TOUS LES FRONTS

Taper ici pour rechercher

LES ECLAIREURS

KLAUS KINZLER

L'islamogauchisme ne m'a pas tué


Y.J.

- Kinzler, évincé par l'IEP de Grenoble pour «*propos diffamatoires*», raconte sa vérité dans un livre coup de poing. Osant remettre en cause le terme « islamophobie », il est lâché par sa hiérarchie, accusé de fascisme par des syndicats étudiants, lynché par les réseaux. Mais celui qui préfère se définir comme lanceur d'alerte résiste et prévient de l'utilisation politique d'un mot qu'aucune science ne valide. Comment mieux défendre la démocratie qu'en insistant sur une de nos plus belles valeurs : la liberté d'expression. Il le fait avec brio, le courage au bout du stylo. ■

Éd. du Rocher, 340 p., 19,90 €.

19:18

09/03/2022



- mercredi 09 mars 2022

RANC-TIREUR

RANC-TIREUR

TIREUR

oycott

yber-vigilants !

sur Télé-Poutine

le démocratie

he du monde d'hier

GRENOBLE, LA CANCEL CULTURE CONTINUE

Laboratoire du wokisme français, Grenoble organise pour la deuxième fois (du 3 au 31 mars) un « Mois de l'égalité », pour déconstruire notre prétendu « *imaginaire colonial* ». Lors du premier opus, le soutien de la ville avait été demandé, entre couacs et retrait. Cette année, la mairie y participe via une subvention à l'association Virus 36, organisatrice de la manifestation. Assa Traoré et ses amis pourront y dénoncer le racisme d'État, quelques jours après la fin de la « Semaine pour l'égalité », organisée par Sciences Po Grenoble, nouveau temple de la cancel culture, dont le professeur Klaus Kinzler fut la première victime. La participation à cette action militante était obligatoire pour les étudiants de troisième année, sous peine de perte de points dans la validation de leur année. Pire, Klaus Kinzler venant de sortir *L'islamogauchisme ne m'a pas tué*, un livre racontant sa mise à l'écart (*lire p. 7*), la direction de Sciences Po a envoyé un mail à tous ses étudiants pour les aider dans cette dure épreuve où leur établissement subit des critiques, leur proposant un accompagnement psychologique pour la surmonter. ■

Klaus Kinzler, un an dans la tourmente de Sciences Po

Suspendu pour quatre mois, depuis mi-décembre, par l'Institut d'études politiques de Grenoble (IIEP), le professeur d'allemand Klaus Kinzler livre « sa vérité » dans un livre qui revient aux sources de l'affaire qui secoue Sciences Po. Un an après le début de la polémique, les tensions restent vives.

C'est un pavé. Dans la mare comme dans la forme. 330 pages d'une écriture plus engagée que littéraire mais 330 pages pour raconter une vérité, à savoir, au sujet de « graves dérives idéologiques » à Sciences Po. « Plus d'une fois, écrit-il alors à la troisième personne, il est arrivé à l'auteur de cet ouvrage d'avoir l'impression d'enseigner dans un camp de rééducation ». Les mots claquent au téléphone comme au fil des pages rédigées par ce professeur de 62 ans dont la trajectoire est devenue un fait médiatique national, un embarras universitaire puis politique. « »

Les ennemis, ils parviennent le quotidien de Sciences Po Grenoble depuis novembre 2020 et un échange de mails discourtois sur la notion d'islamophobie avec une maîtresse de conférences en histoire. Le reste appartient aux personnalités de chacun, à l' »

« Situation du débat des que l'ADSI « islam » est prononcé et à la frontière perméable entre l'insignifiance électronique des réseaux sociaux et leur résurgence dans le réel. Car le 4 mars 2021, l'agitation sort alors des écrans et des conversations de comptoir pour s'écrire sur les murs de l'université et jeter l'opprobre sur Klaus Kinzler et son collègue Vincent T. (une enquête est toujours en cours, lire par ailleurs).

« Mes collègues m'ont laissé tomber comme une patate pourrie »

Si, il y a un an, la condamnation de la communauté universitaire ne laisse aucune place au doute, les camps semblent aujourd'hui irréconciliables. Klaus Kinzler soupire : « Aujourd'hui, sur 70 enseignants titulaires, cinq me défendent. Et je sens toujours une très forte hostilité de la part d'une minorité qui tire les ficelles. Les 80 % restants, quasiment tous à gauche mais modérés, n'ont pas pu la parole. Parce que la directrice leur avait strictement interdit de s'exprimer dans la presse, et j'ai été le seul à lui désobéir, ensuite parce que – je suis désolé de le dire – ils ont été lâches et n'ont pu ensuite que persister dans cette lâcheté.

C'est une expérience extrêmement effrayante de voir des gens qu'on fréquente pendant des années vous laisser tomber comme une patate pourrie au moindre problème sérieux. Oui, ça fait très, très, très mal.

« J'ai été instrumentalisé, ça m'a échappé »

Pour le professeur d'allemand un temps exquadré de certaines chaînes tout info, aucun doute possible : « Ce qui a causé cette histoire relève effectivement de l'islamogauchisme. J'ai été diffusé pour avoir exprimé des opinions qui ne convenaient pas et un certain nombre de mes collègues enseignants-chercheurs ont plus ou moins amené les étudiants d'un syndicat extrémiste pour me punir. Je n'avais pas le droit de dire que l'on ne pouvait accoler le terme d'islamophobie à ceux de racisme et d'anti-

sémitisme lors d'une journée de travail organisée par l'IIEP. On m'a reproché d'être islamophobe alors que je ne critiquais pas les musulmans mais cette forme d'islam radical qui traite la femme comme l'Afrique du Sud traitait les noirs, et qui commet des attentats meurtriers chez nous au nom de la religion. » Et qu'importe, pour M. Kinzler, et les enseignants rétifent avec force les procès en islamogauchisme : « On entend de tous les wokistes et des représentants de la nouvelle science malheureusement militante, s'écrit dans le déni ». Et de livrer une analyse aujourd'hui en vogue à droite de l'échiquier politique : « La gauche extrême a perdu l'électorat ouvrier et recruté de nouveaux électeurs pour faire sa petite révolution. Elle a entre autres choisi les musulmans qu'elle victimise, à qui elle veut faire accroire qu'elle est victime d'une islamophobie d'Etat. C'est une forme de racisme absolument insupportable au nom de la lutte contre les discriminations ». De Laurent Wauquiez à Eric Zemmour en passant par Marine Le Pen, plusieurs hommes et femmes politiques lui ont apporté leur soutien, « tout ça m'a échappé, dit-il. On m'a utilisé pour des choses qui n'ont rien à



Klaus Kinzler est professeur à Sciences Po Grenoble depuis 26 ans. Il y a un an, il avait été visé par des affichages l'accusant d'"islamophobie". Photo K.E.

voir avec moi et l'IIEP ». Le président d'Auvergne-Rhône-Alpes est allé plus loin que la déclaration, il a coupé les subventions (100 000 €) à l'IIEP. « Nous n'en avons pas été notifiés » dit pourtant un proche de l'IIEP. La Région répond : « Les dossiers de demandes de subvention concernant Sciences Po Grenoble et ses acteurs ne seront plus, jusqu'à nouvel ordre, soumis aux assemblées délibérantes régionales. Il n'existe pas de notification de non-subvention ».

Klaus Kinzler poursuit la charge : « Les étudiants, inspiés par leur profs, m'ont mis une cible dans le dos en janvier 2021, deux mois après l'attentat de Samuel Paty, et huit mois plus tard, lors du conseil de discipline, aucun étudiant n'a été puni. S'il est possible d'agresser en toute impunité, alors à l'avenir il ne sera plus possible d'enseigner à l'IIEP ». Pourtant, c'est bien là qu'il entend professeur de nouveau le 16 avril, à l'issue de sa suspension. « Sauf missive de M. Pauline envoyée sur Grenoble, je serai dans mon bureau. Ce ne sont pas des petits fous et une hiérarchie pas à la hauteur qui m'en empêcheront. Et si les étudiants décident alors de m'attaquer physiquement, qu'ils y aillent. J'y suis prêt. Mais attention : il y aura un grand bordel médiatique ».

Sans doute, Jean-Benoît VIGNY (avec É.M.)

«L'islamogauchisme ne m'a pas tué» est publié aux éditions du Rocher (19,90€).

25 février (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/sciences-po-grenoble-klaus-kinzler-du-nobody-grisonnant-au-mediatique-defenseur-de-la-liberte-d-expression-20220225>

Le Figaro (site web)

vendredi 25 février 2022 - 06:00 UTC +01:00 661 mots

Sciences Po Grenoble : Klaus Kinzler, du «nobody grisonnant» au médiatique défenseur de la liberté d'expression

Dans un livre à paraître le 2 mars, l'enseignant, qui avait été taxé d'islamophobie par des étudiants puis écarté de l'IEP, revient sur un «un cas d'école» des «pratiques de l'islamo-gauchisme».

Près d'un après le début de «l'affaire de l'IEP de Grenoble», qui avait éclaté le 4 mars 2021 avec le placardage, sur les murs de l'institut, des noms de deux professeurs, assorti d'accusations d'islamophobie et de fascisme, Klaus Kinzler sort un livre. Dans *L'islamo-gauchisme ne m'a pas tué* (éditions du Rocher, à paraître le 2 mars), le professeur d'allemand- dont le nom avait été jeté en pâture sur les réseaux sociaux, peu après l'assassinat de Samuel Paty- revient sur cette affaire qui a fait les gros titres de l'actualité.

Ce petit-fils de pasteur revient aussi sur son passé d'immigré naturalisé, «*resté 99% allemand pour tout ce qui touche à la mémoire allemande, à l'antisémitisme et oui, à la sécurité de l'État d'Israël*», et multiplie les références à Ponce Pilate, à Orwell, au Procès de Kafka, aux Passions de Bach, sur fond d'échappées à vélo dans les montagnes de Grenoble. Une mise en perspective pour le lecteur connaisseur de l'affaire. Une plongée dans les luttes intestines d'un institut d'études politiques, nourries de sujets du moment (l'islamo-gauchisme, l'islamophobie, la liberté d'expression), pour le grand public. Le ton est sans concession, émaillé d'«*humour plutôt second degré*» et d'autodérision.

«Cas d'école»

Pour Klaus Kinzler, l'affaire de l'IEP de Grenoble est «un cas d'école», illustrant les «*pratiques de l'islamo-gauchisme, qui a pris le pouvoir dans de nombreux départements des sciences sociales de facs françaises*», mais aussi «*l'intolérance (et la lâcheté) qui a envahi un lieu supposé former l'élite française de demain*».

À l'origine de l'affaire : le mot «islamophobie», qu'il refuse de voir placer sur le même plan que les termes «*racisme*» et «*antisémitisme*» dans le cadre d'une semaine de l'égalité. Un débat qui l'oppose à une enseignante-chercheuse de l'école, puis aux étudiants de l'Union syndicale (US), marquée à l'extrême gauche, qui ont lancé contre lui une campagne de diffamation sur les réseaux sociaux. Ce terme -auquel il préfère le mot «*muslimfeindlichkeit*» (hostilité vis-à-vis des musulmans) choisi par les chercheurs allemands-, il le refuse car «*il ne vise pas des personnes, mais une religion*» et que «*dans notre*

état de droit, la critique d'une religion n'est pas seulement légitime et légale». Ce droit «constitue la base même de la civilisation occidentale, qui a substitué au règne de l'obscurantisme, la liberté de conscience, d'opinion et d'expression».

Le rapport de l'inspection générale, rendu en mai 2021, conclura n'avoir trouvé *«aucun témoignage permettant d'accréditer les rumeurs d'islamophobie»* . *«Pour un peu»* , Klaus Kinzler *« aurait préféré que l'accusation d'islamophobie fut confirmée, explique-t-il dans son livre. Dans ce cas, nos avocats auraient eu l'occasion de la soumettre devant un tribunal administratif qui aurait tranché. Sur la base des lois de la République. (...) Au lieu de quoi, tout le monde restera dans le brouillard».*

«Nobody grisonnant à l'anorak jaune»

Pour le professeur d'allemand, qui affirme ne pas avoir été soutenu par sa direction et ses collègues, les journalistes ont été sa *«seule planche de salut»* , à lui, ce *«nobody grisonnant à l'anorak jaune»* qui, l'an dernier, a couru *« d'un plateau de télévision à un autre»* . Après la relaxe, en novembre 2021, des étudiants de l'Union syndicale par la commission de discipline de l'université de Clermont-Ferrand, Klaus Kinzler s'était à nouveau exprimé dans Marianne et L'Opinion, qualifiant notamment l'IEP *«d'institut de rééducation politique»* . Des *«propos diffamatoires»* , méconnaissant *«gravement plusieurs obligations liées à son statut de fonctionnaire»* , a estimé la directrice de l'IEP, qui a prononcé, le 14 décembre, sa suspension. L'histoire s'achèvera-t-elle avec la publication de ce livre ?